

Le ministre s'est donné beaucoup de mal pour expliquer que les agriculteurs tiennent à attendre les divers indices du marché avant de faire leurs semailles. Dans un communiqué en date du 13 mars, le ministre chargé de la Commission canadienne du blé a déclaré que la situation ne semblait pas brillante cette année en ce qui concerne les prix, qu'il s'attendait à ce que la plupart des agriculteurs fassent leurs semailles, et que c'était à chaque agriculteur d'en décider. Il est bien évident que la décision revient à chaque agriculteur, mais on ignore quel sera le prix initial où à combien se montera l'aide financière.

• (1250)

Dans le même communiqué, le président de la *Keystone Agricultural Producers*, M. Jack Penner, déclarait en substance: «On discute ferme dans le secteur quant à savoir si les agriculteurs devraient même faire des semailles. Nous risquons une crise pire que celle des années 30 si nous ne réglons pas ce problème. Pourquoi les producteurs se donneraient-ils la peine de semer s'ils doivent perdre tout bonnement leur argent? M. Wise a dit aux agriculteurs qu'il était peu probable que le montant de l'aide fédérale soit décidé avant les semailles».

On peut constater que le gouvernement ne prend aucun engagement à l'égard du secteur agricole. Il ne prend aucun engagement à l'égard du secteur énergétique. Il ne prend manifestement aucun engagement à l'égard des agriculteurs ou du secteur énergétique de l'Ouest. Il est à peu près temps que le gouvernement se décide et s'engage clairement.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Y a-t-il des questions ou des observations? Sinon, nous allons poursuivre le débat. La parole est au vice-premier ministre (M. Mazankowski).

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Madame la Présidente, je suis content de pouvoir prendre part au débat sur cette importante motion, et je félicite le député de Yorkton—Melville (M. Nystrom) de l'esprit dans lequel il la présente. L'occasion est heureuse pour diverses raisons. Tout d'abord, elle me permet d'exposer ce qui a été fait, ce qui se fait, ce qui doit se faire et se fera. Pour commencer, étant donné que le débat a porté principalement sur l'agriculture, j'ai pensé que cela intéresserait le député de Yorkton—Melville de connaître l'avis d'un représentant de l'*Alberta Wheat Pool* dont les propos ont été rapportés dans le *Free Press* de Winnipeg, le jeudi 18 décembre 1986. Sous le titre «Éloge du premier ministre par le syndicat du blé», nous pouvons lire ceci:

L'*Alberta Wheat Pool* a loué la façon dont le gouvernement du premier ministre Brian Mulroney s'occupe des problèmes de l'agriculture.

Le porte-parole Bruno Friessen a déclaré hier que l'agriculture traversait l'une de ses pires épreuves et qu'Ottawa n'avait pas tardé à réagir.

«La crise en agriculture est vraiment très aiguë en ce moment, et nous estimons que le gouvernement actuel a très bien réagi jusqu'ici.»

Quelle meilleure preuve de confiance pouvons-nous recevoir, madame la Présidente, compte tenu du fait que les syndicats du blé n'ont jamais été reconnus pour exprimer leur allégeance à quelque parti politique que ce soit? C'est un témoignage

Les subsides

estimable, dont le député, j'en suis sûr, se réjouit autant que nous.

M. Nystrom: Quelle est la date?

M. Mazankowski: Le 18 décembre 1986, à la page 59.

Nous reconnaissons, comme tous les députés, les circonstances difficiles qui existent dans l'Ouest, en raison de la chute du prix des denrées dans des domaines comme l'agriculture, la forêt, les mines et l'énergie. Malheureusement, nous n'avons pas entendu grand chose du porte-parole libéral ou du député de Yorkton—Melville sur les solutions. Ce dernier a donné les grandes lignes de ce qu'il considère comme étant une approche raisonnable pour une diversification économique, et je suis d'accord avec les principes.

En gros, il faut se souvenir que nous faisons face à une surproduction mondiale, à une concurrence internationale féroce, à des guerres de subventions et à des mesures protectionnistes dans le monde entier, autant de facteurs qui sont à l'origine de pressions considérables sur le secteur des ressources de l'ouest du Canada. Le prix des denrées a chuté. L'Ouest n'a pas profité de la vigoureuse activité économique qui s'est manifesté ailleurs, en Ontario en particulier. Beaucoup de ces problèmes sont apparus pendant la récession et, combinés à la hausse extraordinaire des taux d'intérêt, ils ont mis en sérieuse difficulté les agriculteurs canadiens. L'effet a été considérable également sur le secteur des ressources qui était en pleine période d'expansion et de construction. Lui aussi a souffert de la flambée des taux d'intérêt.

Je suis surpris, même si j'ai énormément de respect pour le député de Yorkton—Melville, que son chef, vu l'importance de la question, n'ait pas présenté la motion lui-même. Est-il tellement préoccupé par sa recherche d'un appui politique au Québec qu'il a de la difficulté à appuyer les initiatives qui concernent l'ouest du Canada?

Je remarque que le député a fait allusion à la question des CF-18. Dans un article publié dans *The Winnipeg Free Press* le 20 mars 1987, un journaliste appelé Fred Cleverley notait que la question du CF-18 n'avait pas soulevé beaucoup de discussions lors de la réunion annuelle du Nouveau parti démocratique à Montréal. Il posait les questions suivantes:

Pourquoi Howard Pawley dirait-il une chose au Manitoba et une autre à Montréal? L'a-t-on convaincu que le vol du contrat pour l'entretien du CF-18 est moins scandaleux pour le Manitoba qu'il ne l'avait dit au départ? Un gouvernement fédéral néo-démocrate aborderait-il les questions reliées au Québec différemment d'un gouvernement libéral ou conservateur?

Le premier ministre Pawley change ce qu'il dit au sujet du contrat selon l'endroit où il se trouve. Les néo-démocrates peuvent compter. Cela donne 75 pour le Québec et 14 pour le Manitoba.

Le fin mot de l'histoire, madame la Présidente, c'est que le NPD a présenté deux résolutions qui condamnaient l'octroi du contrat CF-18 à Canadair, mais qu'aucune n'a été adoptée. Les néo-démocrates critiquent peut-être le contrat du CF-18, mais ils n'ont pas énoncé clairement leur position. C'est l'une des choses qu'un parti national doit faire. J'imagine que le Nouveau parti démocratique est maintenant parvenu à une certaine maturité. Il voudrait se faire des partisans au Québec.